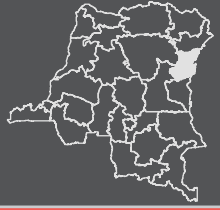


Suivi de la situation humanitaire
Province du Nord-Kivu, République démocratique du Congo (RDC)

Fiche d'information
Juin 2021

Contexte

L'Est de la RDC est caractérisé par une situation humanitaire complexe du fait de la présence de nombreux groupes armés dans la province, de tensions intercommunautaires, d'épidémies, de catastrophes naturelles et d'une pauvreté chronique. Des évaluations ponctuelles ne suffisent pas à identifier toutes les crises et leurs impacts sur les communautés sur l'ensemble du territoire. Par ailleurs, l'accès aux populations affectées est souvent limité par la situation sécuritaire, le mauvais état des infrastructures et des conditions géographiques difficiles. Afin de pallier le manque d'information dans ces zones, REACH a mis sur pied un suivi mensuel de la situation humanitaire au Nord-Kivu, au Sud-Kivu et au Tanganyika. Il a pour objectif de collecter des informations sur des localités accessibles, difficiles ou hors d'accès afin de fournir un aperçu mensuel de la sévérité relative des besoins multisectoriels entre les zones de santé (ZS) les plus affectées de ces provinces et de l'évolution dans le temps de ces besoins. Les fiches d'information mensuelles et les aperçus de la situation trimestriels liés à ce projet sont disponibles sur le Centre de Ressources

Méthodologie

La méthodologie de collecte de données de REACH pour ce projet est celle dite "Zone de Connaissance". Elle a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires dans l'ensemble de ces provinces, y compris dans les zones difficilement accessibles. Les informations collectées sont des perceptions sur les besoins humanitaires multisectoriels, l'accessibilité des services de base et les dynamiques de déplacement. Les données ont été collectées au niveau des localités à travers des entretiens avec des informateurs clés (IC) par téléphone.[1] Les IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (moins d'un mois) et détaillée des localités situées dans la province. Lorsque plusieurs IC ont été interrogés à propos d'une même localité, ces données ont été agrégées à l'échelle de la localité avant de mener l'analyse. Les résultats sont agrégés au niveau de la ZS et de la province. Les résultats rapportés à l'échelle de la ZS se basent uniquement sur les localités situées dans les ZS où au moins 5% des localités répertoriées dans la ZS ont été évaluées.[2] Les résultats rapportés à l'échelle de la province se basent sur l'ensemble des localités évaluées dans la province, y compris celles dans les ZS où moins de 5% des localités répertoriées ont été évaluées. Cette fiche présente les résultats de la collecte de données ayant eu lieu entre le 15 juin et le 29 juin 2021, dans la province du Nord-Kivu. Les résultats au niveau de la province se basent sur 653 enquêtes auprès d'IC dans 336 localités réparties dans 31 ZS.[3] Les résultats au niveau des ZS se basent sur 465 enquêtes auprès d'IC dans 247 localités pour une couverture de 18 ZS sur 34. **Les résultats présentés ici doivent être considérés comme indicatifs seulement.**

Profils des IC enquêtés

Lien entre les IC et la localité sur laquelle ils reportent (au cours du dernier mois) :

Vit dans la localité	63% (412)
S'est personnellement rendu dans la localité	36% (238)
Contact à distance avec une personne sur place ou s'y étant rendue	0% (1)
Contact direct avec une personne s'étant rendue sur place	0% (2)

Les 3 principales professions des IC sont :

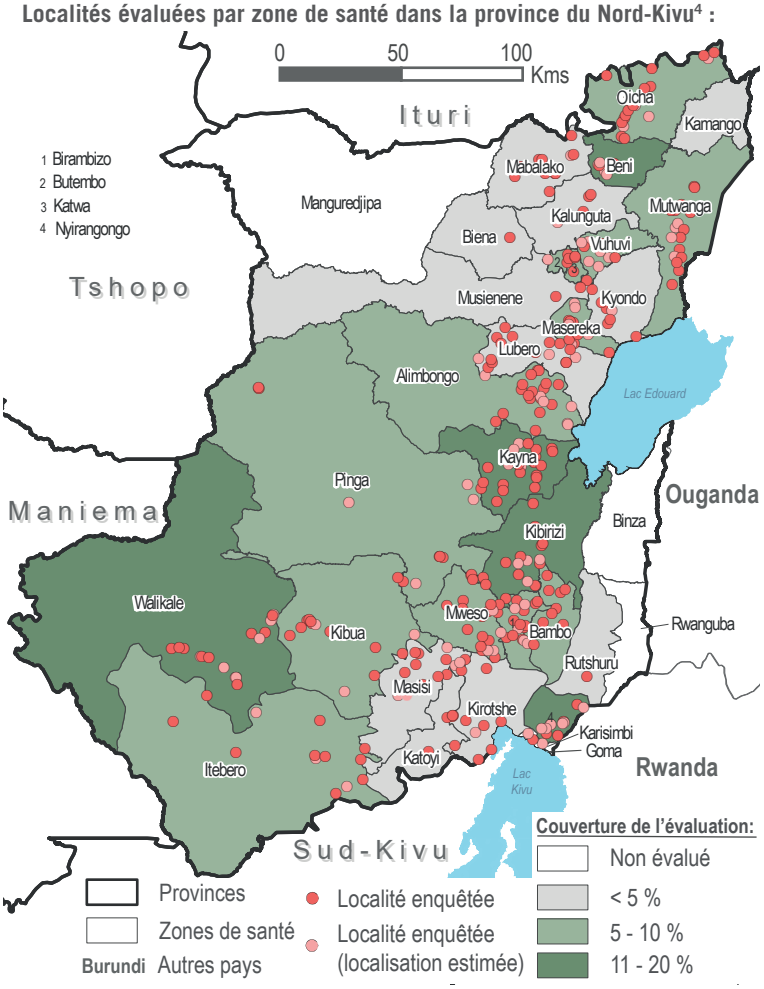
Professionnel de la santé	25% (163)
Agriculteur	12% (81)
Autorité traditionnelle/chef communautaire	11% (70)

Les 3 principaux statuts de déplacement des IC sont :

Personne non déplacée (autochtone)	93% (608)
Personne déplacée interne (PDI)	5% (30)
Personne retournée	2% (15)

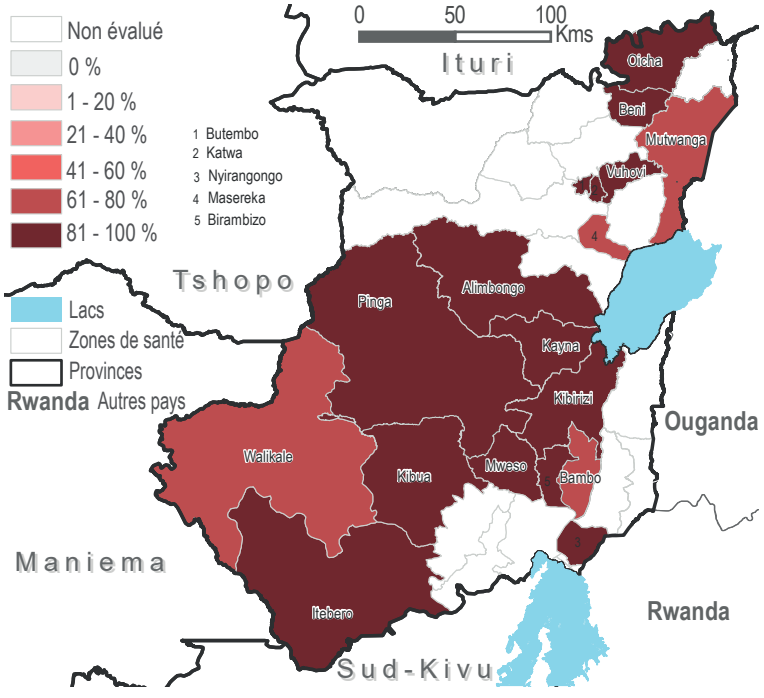
Couverture géographique

Localités évaluées par zone de santé dans la province du Nord-Kivu[4] :



Population et dynamiques de déplacement

Dans 89% (300) des localités évaluées, les IC ont rapporté la présence de PDI au cours du mois précédent[5,6] - % par ZS :



Sur l'ensemble de cette fiche, NC : pas de consensus, NSP : Ne sait pas, NSR : Ne souhaite pas répondre. Dans le cas des graphiques circulaires, la catégorie "Autre" correspond à l'ensemble de ces réponses.

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE

REACH Informing more effective humanitarian action

PDI

Dans 89% des localités évaluées, les IC ont rapporté la présence de PDI au cours du mois précédent. 100% des localités évaluées ont rapporté ceci dans les ZS de Beni (8/8), Butembo (3/3), Katwa (4/4), Kayna (23/23) et Pinga (12/12).[6]

% de localités évaluées par date d'arrivée du dernier mouvement significatif de PDI[6, 7] :

Entre mai et août 2020 (Q2)	1% (2/300)
Entre septembre et décembre 2020 (Q3)	1% (4/300)
En 2021	98% (294/300)

3 raisons les plus souvent citées pour expliquer la présence de PDI au cours du mois précédent, en % de localités évaluées[6] :

Violence par des groupes armés dans la localité de départ	86% (259)
Eruption volcanique	8% (24)
NC	3% (9)

3 principales ZS d'origine des dernières PDI arrivées, par ordre de fréquence de citation par les IC ayant rapporté une origine spécifique (757) :

Mutwanga	17% (129)
Goma	10% (72)
Beni, Mweso	9% (69)

Retournés

Dans 53% (178) des localités évaluées, les IC ont rapporté la présence de retournés au cours du mois précédent - TOP 3 des ZS[6] :

1. Bambo	7/9 localités évaluées
2. Beni, Pinga	6,8/8,12 localités évaluées
3. Nyiragongo	8/11 localités évaluées

% de localités évaluées par date d'arrivée du dernier mouvement significatif de retournés[6, 7] :

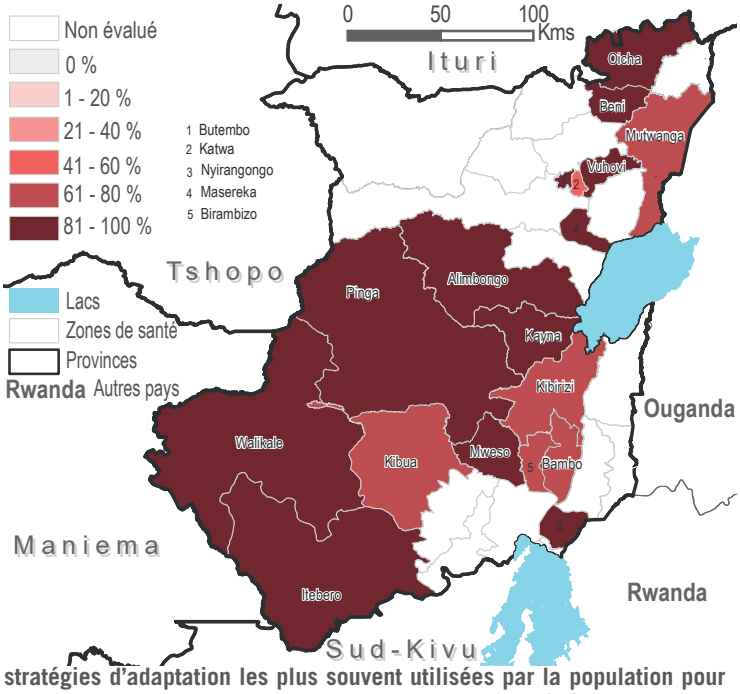
Entre janvier et avril 2020 (Q1)	0% (0)
Entre mai et août 2020 (Q2)	1% (1)
Entre septembre et décembre 2020 (Q3)	3% (5)
En 2021	96% (172)

4 raisons les plus souvent citées pour expliquer la présence de retournés au cours du mois précédent, en % de localités évaluées[6] :

Amélioration de la sécurité dans la localité actuelle	44% (79)
Dégradation de la sécurité dans la localité de départ	37% (21)
NC	16% (29)
Difficultés des conditions de vie dans la localité de départ	16% (28)

Sécurité alimentaire

Dans 87% (291) des localités évaluées, les IC ont rapporté que la diminution du nombre de repas constituait une stratégie au cours du mois précédent pour une partie de la population n'ayant pas accès à suffisamment de nourriture [8] - % par ZS :



3 principales sources de nourriture au cours du mois précédent, en % de localités évaluées :

Agriculture/pêche/élevage de subsistance	77% (259)
Achat auprès de marchés/petit commerce	10% (32)
NC	8% (28)

3 principales raisons citées pour expliquer pourquoi une partie de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours du mois précédent le cas échéant, en % de localités évaluées[8] :

Accès aux terres ou aux cours d'eaux limité par l'insécurité	38% (129)
NC	18% (60)
Explosion démographique (incluant arrivée de PDI/retournés)	10% (35)

Dans 38% (129) des localités évaluées, les IC ont rapporté l'accès aux terres ou aux cours d'eaux limité par l'insécurité pour expliquer pourquoi une partie de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours du mois précédent - TOP 3 des ZS :

1. Oicha	16/18 localités évaluées
2. Beni	7/8 localités évaluées
3. Butembo	2/3 localités évaluées

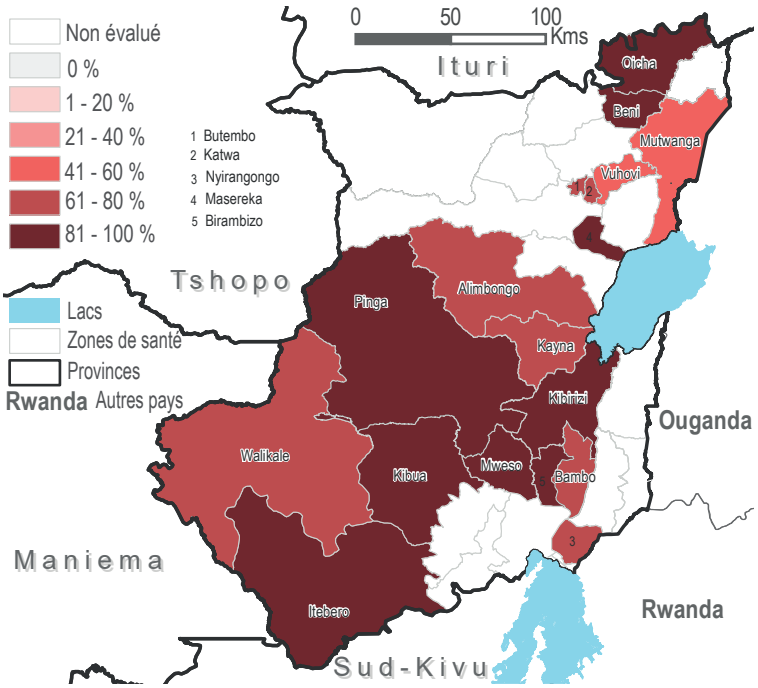
3 stratégies d'adaptation les plus souvent utilisées par la population pour combler un manque de nourriture au cours du mois précédent, en % de localités évaluées[9] :

Diminution du nombre de repas par jour/les quantités	87% (291)
Emprunt d'argent pour achat de nourriture	35% (119)
Réduction des dépenses non alimentaires essentielles (éducation, santé, etc.)	16% (54)

% de localités évaluées par situation de la faim décrite pour la population au cours du mois précédent :

La faim était modérée, stratégies possibles pour faire face	97% (327)
La faim n'était pas un problème	2% (6)
NC	1% (3)

Dans 78% (263) des localités évaluées, les IC ont rapporté une augmentation des prix des céréales au cours du mois précédent. - % par ZS :



3 principales raisons citées pour expliquer l'augmentation des prix des céréales au cours du mois précédent, en % de localités évaluées[9, 10] :

L'arrivée de PDI a augmenté la demande (prix) des céréales	67% (175)
Accès aux terres non sécurisé/affrontements armés	48% (126)
L'arrivée de retournés a augmenté la demande (prix) des céréales	29% (75)

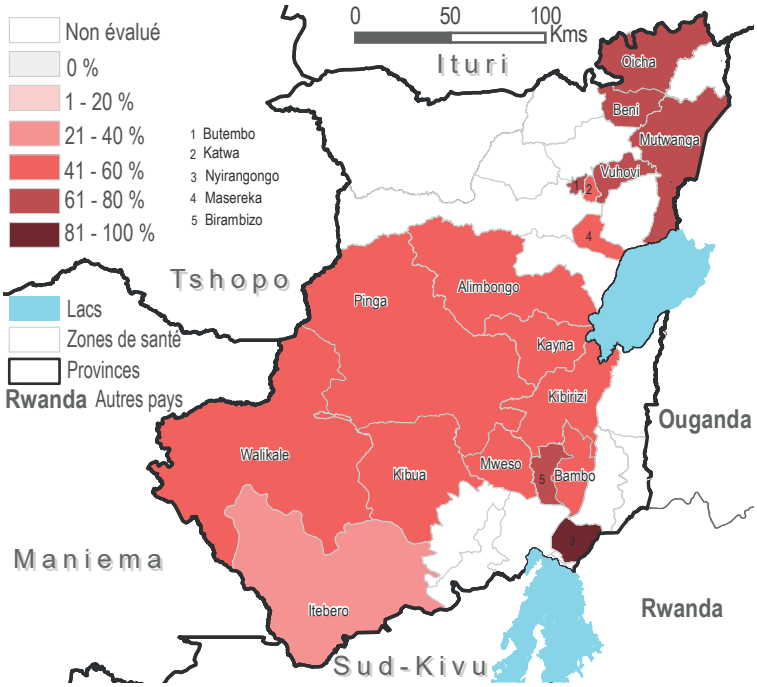
Dans 23% (77) des localités évaluées, les IC ont rapporté que des attaques ou des pillages avaient eu lieu au cours du mois précédent - TOP 3 des ZS :

1. Butembo	2/3 localités évaluées
2. Kibua	9/17 localités évaluées
3. Mweso	10/22 localités évaluées

Dans 96% (74) de ces localités, les IC ont déclaré que ces derniers avaient eu un impact important sur l'accès à la nourriture pour la majorité de la population au cours du mois précédent.

Moyens de subsistance

Dans 56% (188) des localités évaluées, les IC ont rapporté que des activités de subsistance de la majorité de la population avaient été perturbées de façon importante au cours du mois précédent [12] - % par ZS :



3 principales activités de subsistance de la population au cours du mois précédent, en % de localité évaluées[9] :

Agriculture/pêche/élevage de subsistance	99% (331)
Petit commerce (y compris vente de charbon)	69% (232)
Travail journalier	27% (91)

3 principales barrières à l'agriculture au cours du mois précédent, en % de localité évaluées[9] :

Insécurité	43% (143)
Manque de moyens de subsistance (semences, outils, etc.)	33% (110)
Manque d'accès à la terre	23% (78)

3 principales activités de subsistance habituelles pour la majorité de la population ayant été perturbées de façon importante au cours du mois précédent, en % de localités évaluées[12, 13] :

Agriculture/pêche/élevage de subsistance	95% (178)
Petit commerce (y compris vente de charbon)	49% (93)
Travail journalier	6% (11)

3 principales raisons de la perturbation de ces activités de subsistance habituelles au cours du mois précédent, en % de localités évaluées[12, 13] :

Manque de moyens de subsistance (outils, semences, etc)	77% (218)
Champs détruits par des insectes/pestes/animaux sauvages	53% (150)
Abondance des pluies/inondations	16% (46)

Santé et nutrition

% de localités évaluées par temps nécessaire estimé pour atteindre la structure de santé fonctionnelle la plus proche au cours du mois précédent selon les IC[11] :

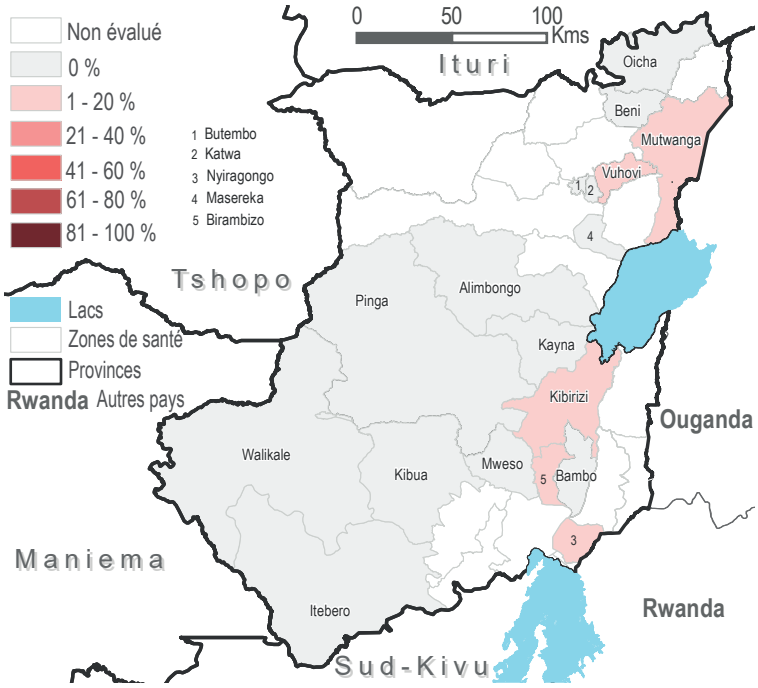
Moins de 45 minutes	76% (256)
Entre 45 minutes et 2 heures	15% (49)
Plus de deux heures à une demi-journée	1% (5)
NC	8% (26)

Dans 16% (54) des localités évaluées, les IC ont rapporté que le temps nécessaire pour atteindre la structure de santé fonctionnelle la plus proche était de 45 minutes ou plus - TOP 3 des ZS :

1. Itebero	4/13 localités évaluées
2. Kibua	5/17 localités évaluées
3. Walikale	5/18 localités évaluées

Les IC ont rapporté la présence de programmes nutritionnels à distance de marche[11] au cours du mois précédent dans 62% (209) des localités évaluées.

Dans 2% (7) des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population se rendait ailleurs que dans une structure de santé pour obtenir des soins au cours du mois précédent [14] - % par ZS :



3 principaux problèmes de santé de la population au cours du mois précédent selon les IC, en % de localités évaluées :

Paludisme	73% (244)
NC	10% (32)
Diarrhée	6% (21)

3 barrières principales à l'accès aux services de santé au cours du mois précédent, en % de localités évaluées[9] :

Manque de moyens pour payer les soins	90% (304)
Manque de médicaments	48% (161)
Surfacturation des soins	21% (70)

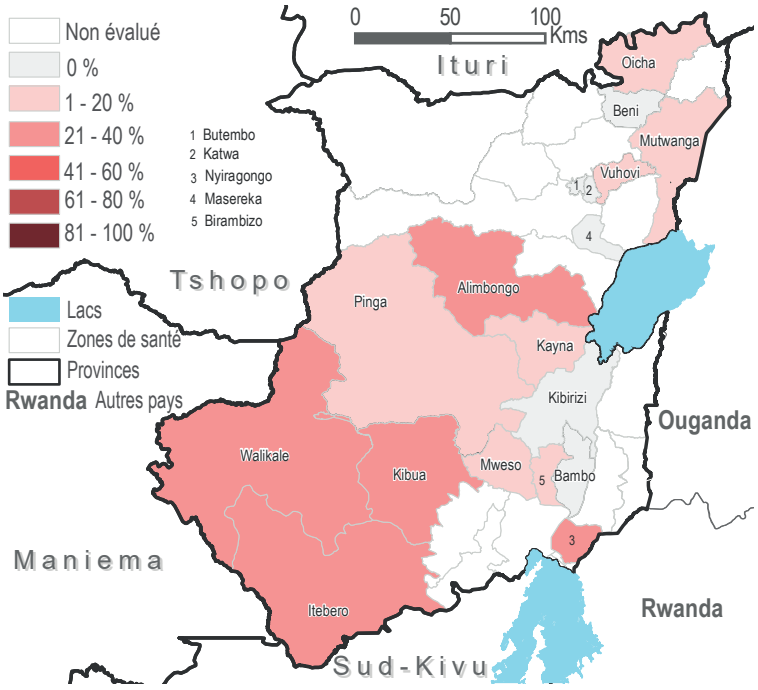
3 principaux types de structure de santé à moins d'une demi-journée de marche à pied de la localité au cours du mois précédent, en % de localités évaluées[9] :

Centre de santé	90% (279)
Poste de santé	15% (48)
Hopital	15% (46)

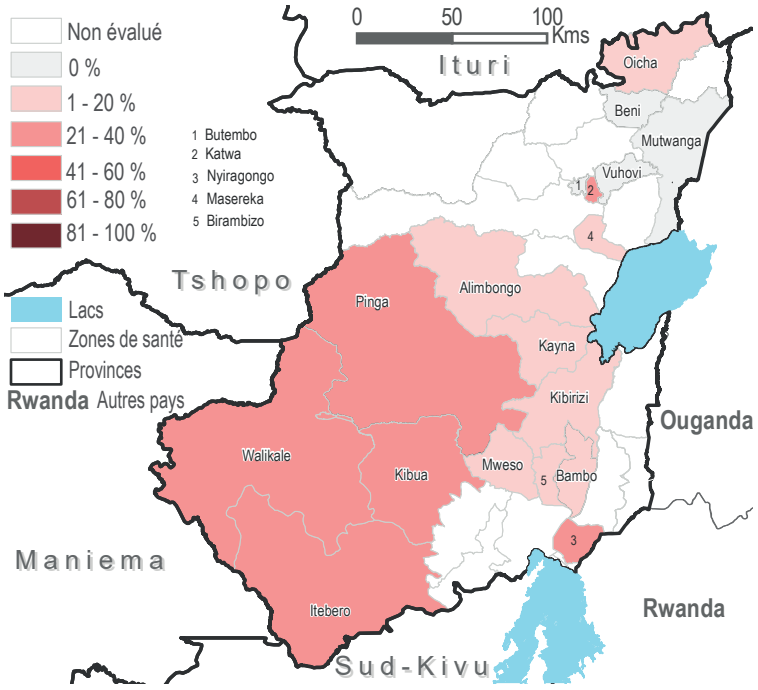
Dans 27% (92) des localités évaluées, les IC ont rapporté une augmentation du nombre de personnes décédées par rapport au mois précédent. La cause de décès la plus souvent citée par les IC pour expliquer cette augmentation était le paludisme dans 65% (60) de ces localités, tandis que la deuxième cause la plus souvent citée était la malnutrition dans 10% (9) de ces localités.

Eau, hygiène et assainissement

Dans 11% (36) des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait accès qu'à de l'eau de surface à distance de marche au cours du mois précédent [11, 15] - % par ZS :



Dans 12% (40) des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'utilisait pas de latrines au cours du mois précédent. - % par ZS :



% de localités évaluées par temps nécessaire estimé pour atteindre, attendre et revenir de la principale source d'eau utilisée :

Moins de 45 minutes	54% (180)
45 minutes à 2 heures	29% (98)
Plus d'une demi-journée	3% (9)
NC	9% (29)

% de localités évaluées par principale méthode utilisée par la population pour le lavage des mains au cours du mois précédent :

Eau avec savon/chlore	14% (46)
Cendre (avec eau)	29% (96)
Ne se lavent pas les mains	7% (23)
Eau seulement	31% (103)
NC	20% (68)

3 barrières principales à l'accès à l'eau au cours du mois précédent, en % de localités évaluées[9] :

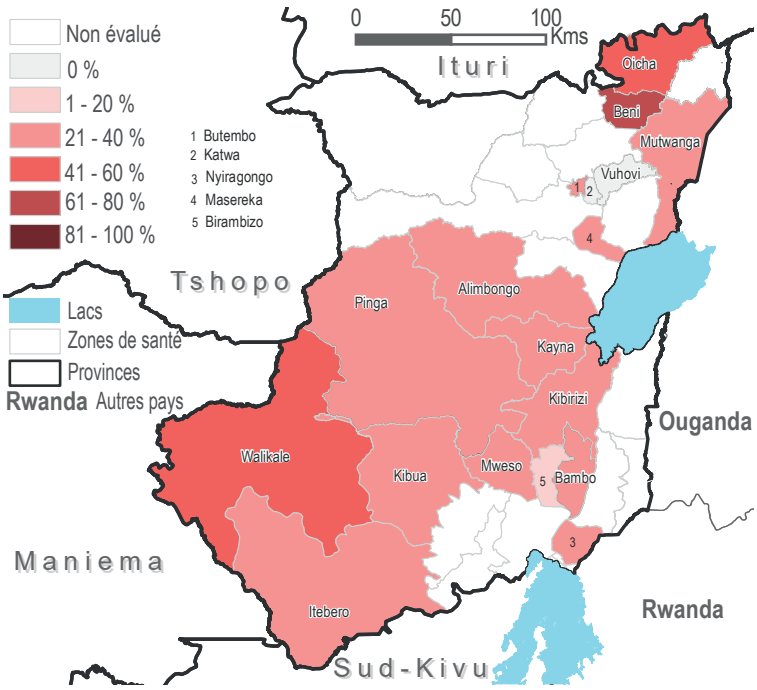
Nombre insuffisant de points d'eau/temps d'attente	80% (270)
Eloignement de la source d'eau	28% (93)
Manque de récipients pour stocker l'eau	27% (90)

3 barrières principales à l'utilisation de latrines au cours du mois précédent, en % de localités évaluées[9, 16] :

Manque d'installations sanitaires/surpeuplées	92% (37)
Installations sanitaires non propres/non hygiéniques	2% (1)
NC	2% (1)

Abris et articles ménagers essentiels

Dans 29% (98) des localités évaluées, les IC ont rapporté que des abris avaient été détruits ou partiellement détruits au cours du mois précédent. - % par ZS :



3 principaux lieux où se logeaient les PDI et/ou retournés au cours du mois précédent, en % de localités évaluées[9] :

Famille d'accueil	96% (303)
Logement loué ou prêté	34% (107)
Propre maison des retournés	33% (104)

3 principaux types d'abris pour les PDI et/ou retournés qui se logeaient dans des sites spontanés, en % de localités évaluées :

Abri d'urgence (non-durable)	65% (15)
Abri amélioré (avec soubassement)	22% (5)
Tente	13% (3)

3 principaux types d'abris pour les PDI et/ou retournés qui se logeaient en famille d'accueil ou dans un logement loué ou prêté, en % de localités évaluées :

Abri amélioré (avec soubassement)	73% (228)
Abri d'urgence (non-durable)	16% (51)
NC	7% (23)

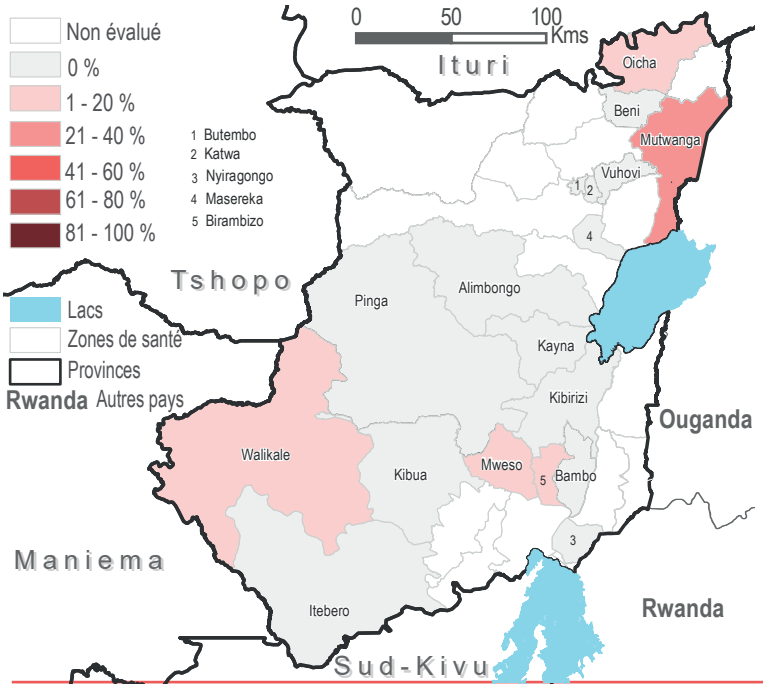
3 principaux articles ménagers essentiels indisponibles pour la majorité de la population au cours du mois précédent, en % de localités évaluées[13] :

Casseroles	84% (282)
Vaisselle, assiettes	81% (272)
Nattes de couchage	80% (270)

Education

Le gouvernement a décrété la réouverture des écoles en RDC le 22 février 2021[17] suite à leur fermeture le 18 décembre 2020 dans le cadre de la lutte contre la COVID-19. Parmi les 71 IC enseignants ou directeurs d'école enquêtés durant le mois de juin, 80% (57) ont rapporté qu'une partie des enfants qui fréquentaient leur école avant la fermeture ne la fréquentait plus depuis la réouverture. Parmi les IC ayant indiqué une fréquentation inhabituelle en primaire et en secondaire, 60% (15) et 39% (13) respectivement ont rapporté la baisse de la fréquentation des filles, comme des garçons.

Dans 4% (15) des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité des enfants n'avait pas accès à une école primaire fonctionnelle[18] à moins d'une heure de marche au cours du mois précédent - % par ZS :



3 principales raisons du manque d'accès à une école primaire fonctionnelle, en % de localités évaluées[19] :

Ecoles inaccessibles/fermées pour des raisons de sécurité	47% (7)
Ecoles détruites par des acteurs armés	20% (3)
Il n'y a jamais eu d'école fonctionnelle à moins d'une heure	13% (2)

3 principaux lieux d'éducation pour la majorité des enfants en âge d'aller à l'école primaire (de 6 à 11 ans) qui bénéficiaient d'une forme d'éducation :

Ecole (batiment dédié à l'enseignement)	100% (321)
Bâtiment durable autre qu'une école (p.ex. église)	0% (1)
Bâtiment temporaire/non-durable/endommagé	0% (0)

Dans 6% (20) des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité des enfants n'avait pas accès à une école secondaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche - TOP 3 des ZS :

1. Birambizo	3/16 localités évaluées
2. Mweso	4/22 localités évaluées
3. Oicha	3/18 localités évaluées

Protection

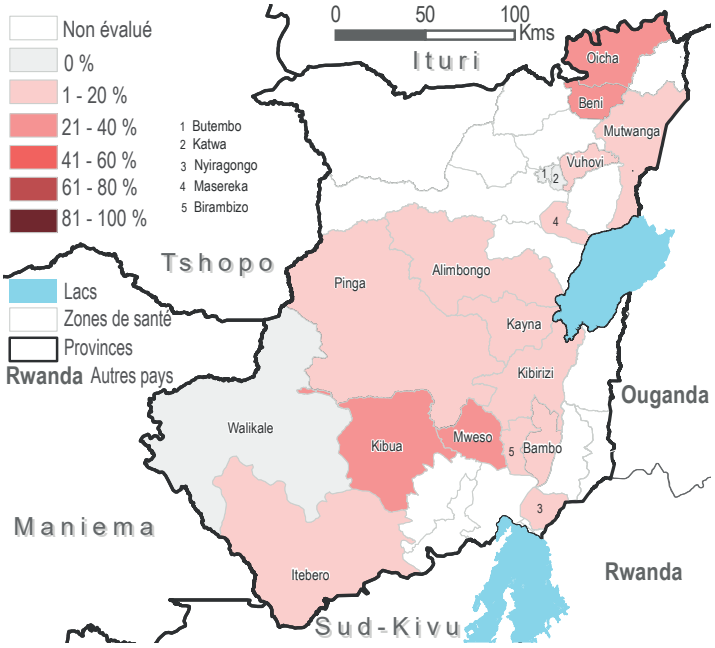
Dans 25% (37) des localités évaluées, les IC ont rapporté des incidents dans lesquels plusieurs civils ont été tués ou gravement blessés au cours du mois précédent. 3 principaux types d'incidents, en % de localités évaluées [20]:

Accident de la route	45% (37)
Attaque armée/combats	43% (36)
Incendie	5% (4)

Dans 45% (37) des localités évaluées, les IC ont rapporté que les attaques armées/combats étaient le principal type d'incident dans lesquel plusieurs civils ont été tués ou gravement blessés au cours du mois précédent [21] - TOP 3 des ZS :

1. Alimbongo	6/6 localités évaluées
2. Kibirizi	3/4 localités évaluées
3. Kayna, Nyiragongo	3/5 localités évaluées

Dans 15% (52) des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité la majorité du temps au cours du mois précédent. - % par ZS :



3 principales préoccupations pour les femmes de moins de 18 ans au cours du mois précédent, en % de localités évaluées [21] :

Violences sexuelles	45% (150)
Pas de source d'inquiétude	19% (64)
NC	18% (60)

3 principales préoccupations pour les femmes de plus de 18 ans au cours du mois précédent, en % de localités évaluées :

Violences sexuelles	51% (170)
Pas de source d'inquiétude	20% (67)
NC	15% (52)

3 principales préoccupations pour les hommes de moins de 18 ans au cours du mois précédent, en % de localités évaluées :

Pas de source d'inquiétude	29% (96)
NC	23% (77)
Travaux forcés	14% (46)

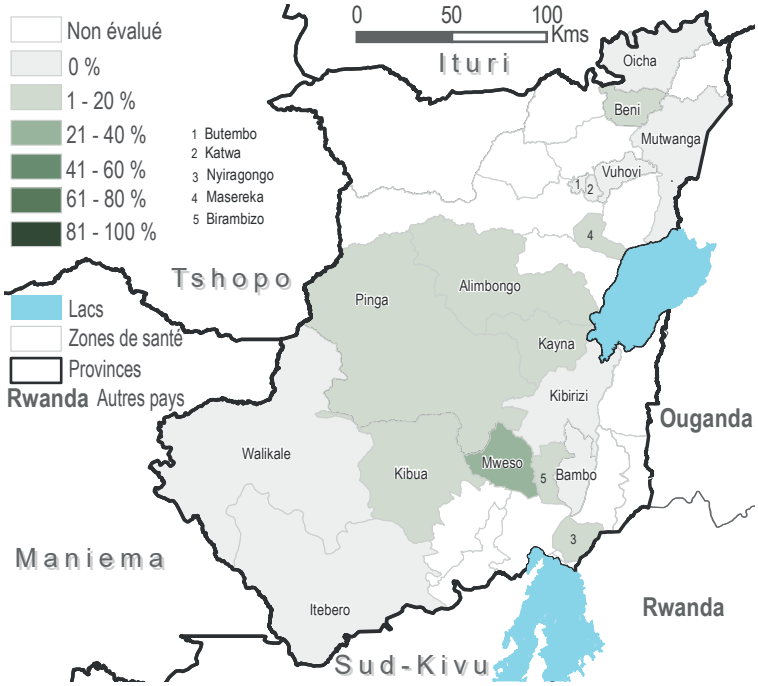
3 principales préoccupations pour les hommes de plus de 18 ans au cours du mois précédent, en % de localités évaluées :

Pas de source d'inquiétude	25% (83)
NC	24% (81)
Travaux forcés	10% (35)

Dans 24% (79) des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population ne pouvait pas se déplacer librement en dehors de la localité, principalement pour des raisons liées à la sécurité, citées dans 97% (77) de ces localités évaluées. L'existence de conflits liés à la terre, au logement ou à la propriété était rapportée dans 73% (246) des localités évaluées, tandis que les conflits/tensions entre communautés étaient cités dans 11% (37) des localités évaluées

Redevabilité et communication

8% (26) des localités évaluées ont bénéficié d'une distribution d'articles non-alimentaires au cours des trois mois précédents selon les IC. - % par ZS :



Principal 1er, 2ème et 3ème besoin prioritaire respectivement pour la majorité de la population au cours du mois précédent, en % de localités évaluées [22]:

1	2	3
Nourriture 49% (166)	NC 23% (78) Santé 19% (65)	NC 25% (84) Nourriture 16% (53)

Dans 49% (166) des localités évaluées, les IC ont rapporté que la nourriture était le besoin prioritaire pour la majorité de la population au cours du mois précédent.

3 principaux pourvoyeurs d'informations utilisés par la majorité de la population au cours du mois précédent, en % de localités évaluées :

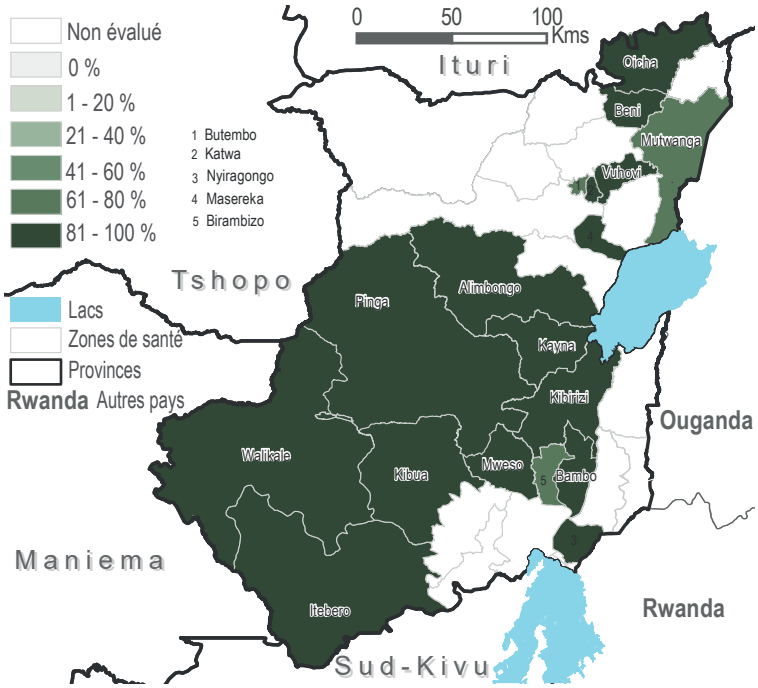
Chef communautaire	40% (135)
Autorité locale	24% (81)
NC	17% (58)

3 principaux types d'informations qui auraient été les plus utiles à la majorité de la population au cours du mois précédent, en % de localités évaluées :

Information sur le contexte sécuritaire	39% (131)
NC	18% (59)
Information liée à la COVID-19	16% (55)

Coordination et gestion des camps (CCCM)

Dans 93% (312) des localités évaluées, les IC ont rapporté qu'il existait des comités communautaires locaux actifs au cours du mois précédent - % par ZS :



Dans 68% (190/280) des localités évaluées où les IC ont rapporté que des comités communautaires locaux étaient actifs, les IC ont rapporté que la totalité ou une partie des comités communautaires étaient ouverts aux PDI.[23]

Dans 88% (167/190) des localités évaluées où les IC ont rapporté que des PDI avaient accès à des comités communautaires locaux actifs, les IC ont rapporté que les PDI y participaient.[23]

3 principaux types de comités communautaires actifs présents selon les IC au cours du mois précédent, en % de localités évaluées[6 23] -

Comité de développement	79% (248)
Comité de femmes	69% (216)
Comité de jeunes	67% (208)

Notes de fin

1. Afin de limiter les risques liés à la COVID-19, REACH a choisi de limiter la collecte de données à des enquêtes par téléphone. Une collecte de données sur le terrain est prévue dans le projet et sera mise en oeuvre lorsque REACH considerera que les risques peuvent être limités de façon acceptable.

2. Le total des localités par ZS a été calculé au moyen de la base de données opérationnelle commune des localités en RDC diffusée sur la plateforme Humanitarian Data Exchange (février 2017). Un seuil minimal de 5% à la base de données la plus complète pour chaque ZS a été appliqué.

3. Ce nombre n'inclut pas les enquêtes qui ont été retirées lors du nettoyage des données en raison du fait que 3 problèmes de cohérence ou plus ont été remarqués dans les réponses des IC pour une même enquête et que l'enquête était donc considérée comme peu fiable.

4. Les localités pour lesquelles la carte présente seulement la « localisation estimée » sont celles qui sont rapportées par les IC mais qui ne figurent pas dans la base de données des localités en RDC et dont la localisation exacte est inconnue. Pour estimer la localisation de ces localités, il était demandé aux IC de choisir dans une liste issue de la base de données des localités en RDC quelle était la localité la plus proche de la localité rapportée. La localisation présentée est celle de la localité connue la plus proche.

5. Dans toute la fiche d'information, le mois précédent renvoie aux 30 jours ayant précédé la collecte de données.

6. Pourcentage calculé sur le total des localités où les IC ont rapporté la présence du groupe de population désigné dans la localité au cours du mois précédent.

7. L'interprétation du terme « significatif » a été laissée à la discrétion de l'IC.

8. L'interprétation du terme « nourriture suffisante » a été laissée à la discrétion de l'IC.

9. Les IC avaient la possibilité de sélectionner 3 réponses pour répondre à cette question.

10. Pourcentage calculé sur le total des localités où les IC ont rapporté une augmentation des prix des céréales au cours du mois précédent.

11. L'interprétation du terme « à distance de marche » a été laissée à la discrétion de l'IC.

12. Pourcentage calculé sur le total des localités où les IC ont rapporté que des activités de subsistance habituelles de la majorité de la population avaient été perturbées de façon importante au cours du mois précédent.

13. Les IC avaient la possibilité de sélectionner toutes les options pertinentes pour répondre à cette question.

14. Les autres sources de soins possibles étaient les suivantes : guérisseur traditionnel/religieux, clinique mobile, reste à la maison/se soigne soi-même, autre, NC, NSR, NSP.

15. L'eau de surface inclut les rivières, fleuves, lacs, marres, trenchées d'irrigation, etc.

16. Pourcentage calculé sur le total des localités où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'utilisait pas de latrines au cours du mois précédent.

17. Radio Okapi, Réouverture des écoles : quelles sont les dispositions prises contre la propagation de COVID-19 ?, 15.02.2021

18. Une "école fonctionnelle" est définie comme étant un bâtiment dédié à l'enseignement dans lequel un enseignement a lieu de manière régulière (p.ex. sans être entravé par la pluie en raison du mauvais état du bâtiment, etc.). L'absence d'une école fonctionnelle n'implique pas forcément l'absence d'une forme d'éducation, mais indique simplement que les conditions d'éducation ne sont pas adéquates pour assurer un enseignement de qualité.

19. Pourcentage calculé sur le total des localités où les IC ont rapporté qu'il n'y avait pas d'école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche.

20. Pourcentage calculé sur le total des localités où les IC ont rapporté des incidents dans lesquels plusieurs civils ont été tués ou gravement blessés au cours du mois précédent.

21. On peut noter que les taux de réponses « NSR », « NSP » et « NC » sont élevés pour cet indicateur. Ceci pourrait indiquer une certaine réticence à aborder les thématiques sensibles liées aux questions de protection, ou pourrait également indiquer que des IC ne sont pas en position de déterminer les inquiétudes des différents groupes de façon désagrégée. Il est également possible que la faible représentation de femmes parmi les IC enquêtés réduise la possibilité d'obtenir des points de vues plus informés sur certaines questions de protection.

22. Pour cet indicateur, les IC ont rapporté le premier, le second et le troisième besoin perçu prioritaire de la majorité de la population de la localité enquêtée. Les IC avaient également la possibilité d'indiquer qu'il n'y avait pas de besoins prioritaires (ou d'autres besoins prioritaires) au sein de la localité.

23. Pourcentage calculé sur le total des localités où les IC ont rapporté l'existence de comités communautaires ainsi qu'une présence de PDI dans la localité au cours du mois précédent.